



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 3 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 juin 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED

2 RUE DES GENETS
68700 ASPACH-MICHELBAACH

Références : 0006702642_2025_06_24_COVED_ASPACH_VIPreventionTTR
Code AIOT : 0006702642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 juin 2025 dans l'établissement COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED implanté 2 RUE DES GENETS 68700 ASPACH-MICHELBAACH. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale sur la prévention incendie dans le secteur des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED
- 2 RUE DES GENETS 68700 ASPACH-MICHELBAACH
- Code AIOT : 0006702642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Aspach-Michelbach de la société COVED est un centre de tri/transit de déchets, en provenance de professionnels et de déchetteries.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Action régionale « prévention du risque incendie dans le secteur des déchets »

Référentiel réglementaire utilisé :

- Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Sans objet
3	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5	Sans objet
4	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relatif à l'inspection révèle une non-conformité concernant le plan de défense incendie. Compte-tenu des enjeux, une demande d'action corrective est demandée à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Autre, Comptabilité des stocks de DEEE
Prescription contrôlée : <i>En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière</i>

quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Constats :

L'exploitant présente les déchets qu'il accepte sur son site:

- sac plastiques issus de collecte sélective (contenant papier, carton et plastique) en transit vers le site COVED de Richwiller ;
- papier/carton/plastique rigide issus de déchetteries qu'il met en balle sur son site ;
- aluminium issu d'un industriel de l'agroalimentaire qu'il met en balle sur son site.

L'exploitant indique qu'il n'accepte plus de déchets d'équipements électriques et électroniques sur son site et que les flux sont désormais envoyés sur Richwiller. Il n'est pas constaté de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) lors de la visite du site.

Compte-tenu des démarches en cours (porter à connaissance ayant fait l'objet d'une demande de complément) et à venir (porter à connaissance modifié) relatives à la modification du site d'Aspach-Michelbach impliquant un possible rapatriement des activités DEEE sur le site, il n'est pas demandé à l'exploitant de réaliser une cessation partielle d'activité sur la rubrique n°2711-2.

Il est par ailleurs constaté que l'exploitant dispose depuis le début de l'année 2025 d'un état des stocks mis à jour de manière hebdomadaire pour les autres rubriques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes non ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et

l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Constats :

Il est constaté que l'exploitant dispose d'un plan de défense contre l'incendie daté, dans sa dernière version, du 11 juin 2024.

Il est constaté que le document comporte les informations suivantes:

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées et non ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

<p>Il est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le plan de défense contre l'incendie ne comporte pas le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité, complété le cas échéant par les extincteurs présents sur le site - qu'il manque des dates de formations dans la liste des personnes formées ainsi que la justification de leurs compétences (RIA, extincteurs, ...). <p>Cela constitue des non-conformités.</p> <p>S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</i></p> <p>[...]</p> <p><i>Pour les installations déclarées au 1^{er} janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024.</i></p> <p><i>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</i></p> <p><i>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Moyen d'appel des services de secours</p> <p>Il est constaté que l'exploitant dispose de plusieurs moyens pour prévenir les services d'incendie et de secours (SDIS) en cas d'incendie: téléphonie fixe et mobile des employés de la société, sous-traitance de la télésurveillance - hors heures ouvrées - qui contactera le cas échéant le SDIS en cas de levée de doute de la détection incendie.</p> <p>Exercice de défense contre l'incendie</p>

Il est constaté que l'exploitant a réalisé un exercice de défense contre l'incendie le 13 juin 2024. L'exploitant indique que la politique du groupe Paprec est désormais de quatre exercices incendie par an et que le prochain exercice est planifié en juillet 2025.

Formation du personnel

Il est constaté que les employés du site ont bénéficié le 25 juin 2024 d'une formation à la manipulation des moyens d'extinctions d'incendie (extincteurs, RIA). L'exploitant indique qu'une formation complémentaire sera effectuée le 10 juillet 2025.

L'exploitant indique que l'information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre est effectué à travers des "causeries", notamment les dernières en dates portant sur la vigilance en cas de fortes chaleurs, en lien avec le risque incendie.

Cela n'appelle pas de remarque de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- *d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;*
- *d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;*
- *de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.*

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

[...]

- *d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.*

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

Il est constaté que l'installation est équipée:

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques (notamment la presse à balle), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Il est constaté, par sondage, que les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un poteau incendie sur site ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (cf. point de constat n°3) ;
- d'un plan des bâtiments et des aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment (et aire) à

disposition à l'entrée du site.

Il est constaté l'absence de réserve de sable meuble et sec. L'exploitant indique qu'il utilise comme matériaux assimilés les réserves de terre autour du site et que sa stratégie de défense incendie repose avant tout sur les RIA, les extincteurs et les bouches incendies.

Cela n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Il est constaté la vérification de moins d'un an :

- du poteau incendie sur site
- des robinets d'incendie armés ;
- d'extincteurs présents sur le site (par sondage).

Type de suites proposées : Sans suite